



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 13 DÉCEMBRE 2019**

L'an deux mille dix neuf, le treize décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

Secrétaire de séance

MORVAN Marie-Claude

Excusés

ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)
COJEAN Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)
MOULLEC Yvan (pouvoir à CUNIN Marie-José)
ROUBY Solenn (pouvoir à TRMAL Marie-France)
RIOU Michel (pouvoir à LECLERC Patrick)

Absents

FORTIN Laurence

Conseil de Communauté du 13 décembre 2019
Délibération n°DCC2019_173

Objet	Signature du Contrat de Transition Ecologique (CTE) du Pays de Brest
Rapporteur	Chantal SOUDON
Service	Service Environnement
Thème	Environnement

Chantal SOUDON donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

1 – PREAMBULE

Impulsés par le Ministère de la transition écologique et solidaire en juillet 2017, les Contrats de Transition Écologique (CTE) ont vocation à contribuer à la traduction, au niveau des territoires, de l'ambition écologique que la France s'est fixée aux niveaux national et international. L'objectif est d'accompagner la réalisation de projets concrets contribuant à la mutation écologique et économique des territoires, en associant les associations et entreprises, au-delà du partenariat entre l'État et les collectivités locales.

En réponse à un Appel à Manifestation d'Intérêt (A.M.I.) du ministère paru début avril 2019, les 7 intercommunalités du Pays de Brest, sous la coordination du pôle métropolitain du Pays de Brest, ont été lauréates début juillet 2019 parmi 61 lauréats en France dont 3 territoires en Bretagne.

2 – LE CONTRAT DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE DU PAYS DE BREST

La candidature du Pays de Brest est axée sur l'ambition de devenir un territoire « bas carbone ». Pour ce faire, le Pays de Brest se donne pour objectif de mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire et des leviers pour devenir un territoire bas carbone. Pour cela la réduction de la consommation énergétique, le remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables et l'augmentation des puits de carbone représentent les orientations majeures à mettre en œuvre.

C'est ainsi que trois orientations ont été retenues :

L'autonomie énergétique du territoire

L'objectif est de renforcer les politiques de réduction de la consommation d'énergie et de développer une politique d'augmentation des énergies renouvelables

La mobilisation des acteurs

Il s'agit d'accompagner et de dynamiser la mise en mouvement de l'ensemble des acteurs du territoire sur les questions de transitions

L'adaptation du territoire aux effets du changement climatique

Il est essentiel d'accompagner les efforts d'atténuation d'une politique d'adaptation aux effets du changement climatique. Le développement des puits de carbone permet d'agir sur l'atténuation mais également sur l'adaptation.

3 – LES ACTIONS DU CONTRAT DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE DU PAYS DE BREST

Pour élaborer le programme d'actions (cf annexe), un comité de pilotage s'est réuni à deux reprises (les 30 septembre et 8 novembre) sous la coprésidence de Monsieur Yvan BOUCHIER, Sous-Préfet de l'arrondissement de Brest et de Daniel MOYSAN, Vice-président du pôle métropolitain du Pays de Brest en charge de l'énergie.

Les actions du CTE du Pays de Brest sont portés par des opérateurs publics ou privés.

Pour ce qui est de l'autonomie énergétique, nous retrouvons des projets qui visent à court ou moyen terme le remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables. Il s'agit notamment de l'hypermarché Leclerc de Crozon (production de chaleur et d'électricité par le bois énergie et le photovoltaïque), d'un serriste à Lampaul-Plouarzel (production de chaleur par une chaudière bois) ou du réseau de chaleur du Technopôle Brest Iroise (chaudière bois) porté par Brest métropole.

D'autres actions ont vocation à mesurer et localiser de manière exhaustive les potentiels en énergies renouvelables du Pays de Brest grâce à une étude de planification énergétique ainsi qu'à l'élaboration et la promotion d'un cadastre solaire.

La communauté de communes de la presqu'île de Crozon Aulne Maritime souhaite étudier la faisabilité d'une extension de la smartgrid déjà en service à toute la zone d'activités économiques de Kerdanvez. Quant à la réduction de la consommation énergétique, un projet de plateforme de rénovation de l'habitat verra le jour sur presque tout le territoire en s'adossant à celle existante sur Brest métropole (Tinergie).

Dans le domaine de la mobilisation des acteurs, SAVEOL souhaite renforcer la mobilisation de tous ses adhérents et de nombreux partenaires spécialistes de l'énergie pour atteindre à l'horizon 2050 l'objectif d'approvisionner à 100% en énergies renouvelables toutes ses serres.

La plupart des intercommunalités du territoire sont mobilisées pour associer largement les citoyens afin de répondre aux objectifs de transition écologique et énergétique, et ce par des actions de sensibilisation, d'accompagnement au changement de comportement, de formation... Quatre d'entre elles sont également investies dans un programme visant à promouvoir l'économie circulaire auprès des collectivités et entreprises (G4DEC).

Une initiative citoyenne mérite également d'être soutenue. Il s'agit d'une société créée par des citoyens (Energie Coopérative du Ponant - ECooP) visant à développer les projets d'investissement des citoyens dans les projets d'énergies renouvelables.

Les actions ayant trait à l'adaptation aux effets du changement climatique consistent à étudier par le pôle métropolitain l'opportunité de la mise en place d'un fonds carbone local. Il s'agit de favoriser les actions de stockage du carbone (forêt, haies, prairies...) par la mobilisation de fonds privés.

Le Parc Naturel Régional d'Armorique souhaite quant à lui faire une analyse prospective des effets du changement climatique sur les activités économiques primaires.

Ces actions ont vocation à être en partie cofinancées par l'État, par l'intermédiaire de crédits de droit commun ou d'appels à projets, et feront partie pour la plupart d'entre elles du contrat qui sera signé prochainement avec le Préfet du Finistère.

Si certaines actions méritent plus d'approfondissement ou n'ont pas pu être proposées lors de la signature de ce contrat, des avenants seront possibles ultérieurement.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 26 novembre 2019
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 26 novembre 2019

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le président à signer le Contrat de Transition Energétique du Pays de Brest et tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.